



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

Rythmes scolaires : l'UMP frappée d'amnésie !

A entendre les membres de l'UMP s'élever contre la réforme des rythmes scolaires, il y a quelque chose d'indécent. Qu'un jeu droite/gauche existe à l'approche des élections municipales, c'est habituel, mais les partisans de l'UMP ont rapidement oublié que si nous en sommes-là, aujourd'hui, c'est bien la conséquence de leur politique entre 2007 et 2012.

La CGT Educ'action tient à rappeler quelques vérités afin d'éviter tout faux débat et toute tentative de récupération, notamment de ceux qui ont contribué à mettre à mal l'Éducation nationale.

En 2008, le ministre de l'époque, Xavier Darcos, impose une réforme des rythmes scolaires en réduisant, pour les élèves, la semaine scolaire de 26 à 24 heures. Ce sont ainsi 72 heures d'enseignement qui sont supprimées par an pour les élèves. L'objectif de cette réforme était de libérer du temps pour les enseignants afin d'instaurer une aide personnalisée en lieu et place de l'enseignement spécialisé. Entre 2008 et 2012, 5 000 postes d'enseignants spécialisés au sein des RASED seront supprimés. Le ministère UMP impose aussi de nouveaux programmes annuels -et non par cycle-, plus lourds, mais surtout il définit un socle commun de compétences considéré comme un SMIC éducatif.

Ainsi, sur l'ensemble de la scolarité d'un élève de petite section jusqu'au CM2, l'équivalent d'une année de scolarité a été amputée.

Durant ces cinq années, des évaluations nationales ont aussi été instaurées, non pas comme des outils de diagnostic pour aider les enseignants à remédier aux difficultés des enfants, mais comme des examens-sanctions pour valider des paliers du socle commun. Le ministre UMP a, dans le même temps, instauré des mesures mettant les enseignants en compétition entre eux, par la mise en place d'une prime aux évaluations favorisant une école du mérite qui est à l'opposé d'une école de la réussite pour tous.

Les conditions d'apprentissage des élèves et d'enseignement des professeurs se sont fortement dégradées durant les gouvernements Sarkozy.

Rappelons qu'en cinq ans de gouvernement UMP, ce sont 80 000 postes qui ont été supprimés dans l'Éducation nationale.

La CGT Educ'action s'est opposée à la précédente réforme, mais elle s'oppose aussi à celle de Vincent Peillon. Invoquant de manière démagogique le bien de l'enfant, cette réforme masque, en réalité, une décentralisation de certaines missions allouées aujourd'hui à l'Éducation nationale via les collectivités locales, et accentue fortement les inégalités territoriales et sociales.

La CGT Educ'action revendique une école émancipatrice, publique et laïque qui permette la

réussite de tous les élèves.

Montreuil, le 8 octobre 2013